

Maître Doudou Thiam
Agent de la République du Sénégal
Hôtel Bel Air
La Haye

Monsieur le Greffier
de la Cour internationale
de Justice
Palais de la Paix
2517 KJ La Haye
Hollande

La Haye, le 11 avril 1991

Réf. Affaire relative à la Sentence arbitrale du 31 juillet 1989
(Guinée-Bissau c/Sénégal)

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous transmettre les réponses du Sénégal aux questions posées par leurs Excellences, Messieurs les Juges Weeramantry et Shahabuddeen.

Question du juge Weeramantry

"Si le Tribunal avait jugé que l'accord de 1960 n'était obligatoire que pour la mer territoriale, mais non pour la zone contiguë ni pour le plateau continental, cela aurait-il été une réponse affirmative ou négative à la question 1 ?" (traduction du Greffe).

Réponse

La réponse à la question 1 du Compromis aurait été toujours affirmative, dans la mesure où la validité de l'Accord de 1960 était reconnue par le Tribunal. La question posée par le Juge apparaît évidemment comme une hypothèse, étant donné que l'Accord de 1960 s'appliquait à trois zones (mer territoriale, zone contiguë et plateau continental) et non pas à une seule.

Bien sûr, si l'Accord de 1960 avait concerné seulement la mer territoriale, il n'aurait pas été réaliste que les Parties supposent qu'une réponse affirmative aurait eu le résultat d'une délimitation complète.

Deuxième question du juge Shahabuddeen

"Au paragraphe 7 de sa duplique dans la procédure arbitrale, le Sénégal a déclaré:

'Aux termes de l'article 2 du compromis d'arbitrage conclu le 12 mars 1985, les Parties au présent litige ont convenu que la limite tracée en 1960 s'étend à l'ensemble du plateau continental et des zones économiques exclusives, à moins que le Tribunal arbitral n'aboutisse à la conclusion que l'échange de lettres de 1960 ne fait pas droit entre les Parties'.

Quels sont les termes particuliers de l'article 2 sur lesquels se fondait le Sénégal pour dire que les Parties en étaient ainsi convenues ?" (traduction du Greffe).

Réponse

Le Sénégal ne se fondait pas sur des "termes particuliers" de l'article 2 du Compromis mais plutôt sur l'ensemble de ses dispositions et sur l'interprétation qu'il en fait quant à leurs effets. Les termes de l'article 2 étaient et sont exactement ceux que la Cour connaît.

Le Sénégal avait simplement procédé à une interprétation de leurs effets, en ce sens que: a) dans le cas où le Tribunal répondrait d'une façon affirmative à la question 1; b) ou dans celui où il passerait à l'examen de la question 2 en cas de réponse négative à la question 1, la ligne frontière serait une ligne unique et applicable à toutes les zones maritimes.

Le Sénégal était persuadé que cette interprétation avait été acceptée par la Guinée-Bissau. (Voir le mémoire de la Guinée-Bissau devant le Tribunal arbitral, p. 35 et le contre-mémoire du Sénégal, par. 52-53 et 435).

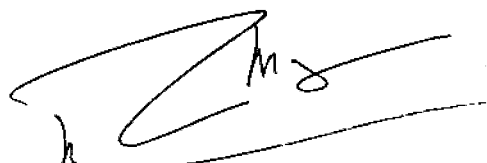
Troisième question du juge Shahabuddeen

"En se référant à l'accord de 1960 comme un accord 'relatif à la frontière en mer', la première question se réfère-t-elle indirectement à la ligne fixée par cet accord ?" (traduction du Greffe).

Réponse

La première question du Compromis portait sur la validité de l'Accord de 1960 et donc se réfère indirectement à la ligne fixée par cet Accord.

Je vous prie de croire, Monsieur le Greffier, à l'expression de ma haute considération.



Maître Doudou Thiam



AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE DE
GUINÉE-BISSAU

1050 BRUXELLES, LE 12/04/91,
AVENUE FRANKLIN ROOSEVELT 70
TELEPH. 647.08.90

N° 307 / EGBB / CIJ/PB/91

S/AN

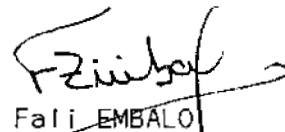
Monsieur Eduardo VALENCIA-OSPINA
Greffier de la Cour
Cour Internationale de Justice
LA HAYE

Monsieur le Greffier,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint,
les réponses de la République de Guinée-Bissau aux questions
posées en audience du 8 avril 1991 par :

- S.E. le Juge SHAHABUDEEN
- S.E. le Juge WEERAMANTRY
- S.E. le Juge GUILLAUME.

Veillez agréer, Monsieur le Greffier, l'assurance de
notre considération très distinguée.


Fali EMBALO

Ambassadeur auprès du BENELUX
Co-Agent de la République

de Guinée-Bissau

Réponse de la République de Guinée-Bissau à la question posée le
8 avril 1991 par le Juge WEERAMANTRY.

La question posée aux deux Parties par le Juge WEERAMANTRY lors
de la séance du 8 avril 1991 était la suivante :

Si le Tribunal avait jugé que l'accord de 1960 n'était
obligatoire que pour la mer territoriale, mais non pour
la zone contigüe ni pour le plateau continental, cela
aurait-il été une réponse affirmative ou négative à la
question 1 ?

La réponse de la Guinée-Bissau est :

Selon la Guinée-Bissau, si le Tribunal avait décidé que
l'échange de lettres de 1960 faisait droit entre les Parties pour
la mer territoriale, mais ne faisait pas droit pour la zone contigüe
et le plateau continental, cela aurait été une réponse partiellement
affirmative et partiellement négative.

Cela aurait justifié, du point de vue de la Guinée-Bissau,
le passage à la 2^{ème} question pour l'examen non seulement de la zone
économique exclusive, mais aussi pour l'examen direct de la zone
contigüe et du plateau continental.

Réponse de la République de Guinée-Bissau aux questions posées
le 8 avril 1991 par le Juge SHAHABUDEEN.

La première question posée à la République de Guinée-Bissau par
le Juge SHAHABUDEEN à l'audience du 8 avril 1991 était la
suivante :

Mercredi dernier, Mme CHEMILLIER-GENDREAU a déclaré :

"La réponse à la première question ne pouvait épuiser
le débat que dans le cas, soigneusement vérifié, où cette
réponse eût satisfait à l'exigence du règlement de
l'ensemble du différend." (CR 91/2, p. 63)

Cela implique-t-il qu'il y avait une possibilité que le
différend fût réglé dans son ensemble par une réponse à
la première question ?

Pour répondre à cette question et éclairer le propos tenu en
plaidoiries, il faut distinguer selon que l'on raisonne par rapport à
la formulation des questions de l'article 2 du compromis, ou par
rapport aux réponses à ces questions.

Le texte de Mme CHEMILLIER-GENDREAU se référait à la structure du
compromis tel que celui-ci avait été formulé.

Au niveau de la formulation du compromis, il fallait nécessairement
tenir compte des positions des deux Parties d'où découlait le différend.

Puisque le Sénégal soutenait que l'échange de lettres du 26 avril 1960 faisait droit pour la frontière de tous les espaces maritimes actuels, il fallait que la question fût posée et elle le fût. Il fallait donc aussi qu'elle fût examinée par le Tribunal.

Au niveau des réponses, le point de vue de la Guinée-Bissau a toujours été qu'aucune réponse à la première question ne pouvait être totalement affirmative. En effet le Tribunal étant appelé à juger de la validité et de l'opposabilité de l'échange de lettres et à l'interpréter, à supposer qu'il ait estimé que l'accord était valide et opposable à la République de Guinée-Bissau, son interprétation selon le point de vue de la Guinée-Bissau n'aurait jamais pu conduire à ce que l'échange de lettres fasse droit pour tous les espaces marins actuels. De fait, la "sentence" a dépassé les limites de la démarche interprétative.

Le plateau continental au-delà des limites de 1960 et la zone économique exclusive devaient en tout état de cause être délimités ex novo sous la question 2 et cette délimitation devait être combinée avec le contenu de l'échange de lettres éventuellement validé, de manière à former une ligne unique de synthèse.

Les réponses aux questions 1 et 2 étaient ainsi inséparables.

.../...

En effet dans certaines conditions, le Tribunal étant appelé à établir une ligne unique de synthèse, le tracé de la frontière définitive aurait pu tenir compte du contenu de l'échange de lettres tout en établissant une ligne définitive d'ensemble différente.

(voir à propos de la ligne unique de synthèse, du côté de la Guinée-Bissau en particulier CR 91/3 p. 30 et 91/7 p. 54, et, du côté du Sénégal, CR 91/8 p. 29-30).

C'est cela qui selon la Guinée-Bissau devait apparaître après une soigneuse vérification.

La 3ème question posée par le Juge SHAHABUDEEN aux deux Parties à l'audience du 8 avril 1991 était la suivante :

En se référant à l'accord de 1960 comme à un accord "relatif à la frontière en mer", la première question se référerait-elle indirectement à la ligne fixée par cet accord ?

La réponse de la Guinée-Bissau est :

Les termes "et relatif à la frontière en mer" dans la première question de l'article 2 du compromis d'arbitrage désignent directement ce qui avait été l'objet de l'échange de lettres de 1960, à savoir la question de la délimitation maritime.

Ils impliquent une référence implicite au contenu de l'accord et donc à la ligne qu'il établit dans la mesure où elle appartenait à son contenu.

REPLY OF THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU TO THE QUESTION PUT BY
JUDGE GUILLAUME

The question put to the Republic of Guinea-Bissau by
Judge GUILLAUME at the sitting of 8 April 1991 was as follows :

"Dans sa plaidoirie, le Professeur HIGHET a mentionné
deux cas dans lesquels des sentences arbitrales ont été
considérées comme divisibles.

"Il a ajouté que dans 'une petite minorité' de cas, des
sentences arbitrales ont été regardées comme indivisibles.
(CR 91/3; p. 47 de l'original).

"A quels cas pensait-il ?"

The response of the Republic of Guinea-Bissau to this
question is as follows :

First, a preliminary point of clarification. In Professor
HIGHET's oral argument, he did not say - as the question phrases it -
that, in "... 'une petite minorité' de cas, des sentences arbitrales
ont été regardées comme indivisibles." What he actually said was that :

.../...

"... in other cases - admittedly a small minority - the juridical nature of one task is interrelated to that of the other and ... (taht) it would be necessary to go back to the drawing-board..." <1>

What Professor HIGHET intended to convey was not that these other cases were "considered", or "adjudged", as being "indivisible". He was expressing his own professional opinion about what would have occurred in the cases he had in mind, had the issue of divisibility been formally addressed.

In fact, all the cases Professor HIGHET had in mind were instances where arbitral awards had been repudiated or seriously questioned, and in which issues of indivisibility or severability could have been raised. As more fully described below, in two instances - Pelletier (1885, 1887) and Costa Rica/Panama (1900, 1914) - there was indeed a formal review, and subsequent rejection, of the award. "This case was referred to in Professor HIGHET's pleading on 4 April 1991 (CR 91/3, 4 April 1991, pp. 70-71)." In one of those cases (Costa Rica/Panama), the reviewing authority expressly considered (and rejected) the idea of *divisibility or severability* of the award.

The cases Professor HIGHET had in mind were as follows :

- <1> CR 91/3, 4 April 1991, p. 47 ; emphasis added. The French translation of the sentence in question reads as follows :
- "Dans d'autres cas cependant - et il s'agit là, nous en convenons, d'une minorité - la nature juridique de chacune des tâches est tributaire de celle des autres et il ne pourrait pas suffire de 'remplir les blancs' ; il faudrait alors revenir à la table de travail et reprendre à zéro." Translation, pp. 38-39 ; emphasis added.

.../...

(1) In the Northeast Boundary arbitration of 1831 <2> several questions were put to the King of the Netherlands. Had this award been formally reviewed, it would have been unlikely that the part of the award relating to the question, "What is the line drawn due north from the source of the river St. Croix," could have been severable from the part of the award relating to the question: "What is the ground... which, from that line the Northwesternmost head of the Connecticut river, divides the rivers that empty themselves into the river St. Lawrence from those which fall into the Atlantic Ocean." It would have been most unlikely that the arbitrator's answer to the question about the line drawn from the source of the St. Croix river could have been maintained, separately, from his answer to the question about the ground that divided the rivers.

(2) In the Pelletier case in 1885, U.S. Secretary of State BAYARD reviewed - and rejected - an arbitral award rendered by Mr. Justice STRONG in which Mr. Justice STRONG had not applied Haitian law to determine the validity of imprisonment and conviction of Pelletier for piracy and attempted slave dealing in Haiti, preferring instead to apply what he thought was international law, and under which he found no satisfactory basis for Pelletier's conviction and imprisonment or the seizure of his vessel. <3>

<2> U.S. v. Great Britain (1831) ; 1 J.B. MOORE, INTERNATIONAL ARBITRATIONS (1898), p. 131.

<3> U.S. v. Haiti (1885) ; 2 J.B. MOORE, INTERNATIONAL ARBITRATIONS (1898) 1749 at 1757 ; see at 1793, 1799 ; report of Secretary of State of January 20, 1887, 49th Cong., 2d Sess., Ex. Doc. N° 64 (1887), Report at 7.

"Mr. Justice STRONG's opinion was that : 'What constitutes piracy by the municipal law of a state may not be piracy as understood by the law of nations. The slave trade has been declared to be piracy by the statutes of several nations. But the slave trade was not piracy in the view of that law in 1864, nor is it now, though repeated efforts have been made to have it so regarded.' (2 MOORE at 1773.)"

Mr. Justice STRONG had said :

"Nor was there anything done by (Pelletier) in the ports of Hayti that amounted to piracy recognized as such by the law of nations. As I have said, I do not care to inquire what the law of Hayti defining piracy may have been. It is another law which is to be the rule of decision in this case ; so it is stipulated in the protocol." <4>

Secretary Bayard reversed the award, saying among other things that the arbitrator should have applied a choice-of-law rule of international law that would have looked to Haitian law to determine whether Pelletier was properly arrested and charged for attempted slavery or piracy. He said :

"It was a rule of international law in 1861, and is a rule of that law now, that offenses committed in the territorial jurisdiction of a nation may be tried and punished there, according to the definitions and penalties of its municipal law, which becomes for the particular purpose the international law of the case." <5>

If one portion of the award - the interpretation of international law as not including reference to municipal law - had been rejected by Secretary Bayard, he could not have sustained another portion - the finding that Pelletier committed no crime under the law of nations.

<4> "Report at 7, 2 MOORE at 1775."

<5> Report at 17.

On the other hand, if Secretary of State Bayard had determined that Haitian law did not apply, he would then have had to rule that Pelletier's imprisonment by Haiti was unlawful, or at least find another basis for it. The choice of law and the propriety of the arrest were therefore sufficiently interrelated so that invalidation of the one would necessarily have invalidated the other.

(3) In the Bolivia/Peru arbitration in 1909, <6> if the arbitrator's finding of an equitable division were to have been formally set aside, it would have been unlikely that his finding - that the historical texts were of no assistance in determining the 1810 line - could have been left undisturbed, unless the arbitrator had actually attempted to apply uti possidetis (which he had not). The converse would also have been true : if his finding that the texts were inadequate had been set aside, the equitable division could not have been maintained.

(4) In the Chamizal arbitration of 1910. <7> the Commission divided the tract into two separate portions . If a review had determined that the splitting of the tracts was an excès de pouvoir, it would have been unlikely that a reviewing authority could have accepted one - but not the other - of those divided portions.

<6> 11 R. I.A.A. 133 at 141.

<7> United States/Mexico, 11 R.I.A.A. 309, at 316.

(5) The Costa Rica/Panama arbitration <8> did receive the benefit of formal review and reconsideration. In 1900 the original arbitrator had rejected both rivers advanced by each party and had selected a mountain range as the boundary line. It was later suggested that one part of the arbitration - the mountain line itself - be discarded, but that the river boundaries stemming from the mountain line be retained :

"As by the terms of the previous treaty the previous award was not set aside as a whole, and the power was only given to correct it in so far as it might be found to be without the authority conferred, the consequence is that all the results necessarily implied by the selection of the mountain line from Punta Mona along the stated counterfort, which can be upheld consistently with the previous treaty, must be sustained although the mountain line itself be void for want of authority to make it ... it may be implied from the argument that the contention is that, the mountain-line being out of the way for illegality, there would remain as a part of the previous award a river line composed of the Sixaola-Tarire Rivers since the award declared that the mountain line would bound on the north the valley of such rivers and hence they may constitute a boundary line within the award previously made." <9>

<8> 1900, 1914 ; 11 R.I.A.A. 519, 528.

<9> 11 R.I.A.A. 543-44 ; emphasis added.

The reviewing arbitrator, Chief Justice WHITE, threw out the whole earlier finding in 1914 and, instead, chose the mouth of a river. The river line of the first award was not considered divisible from the mountain line. The Chief Justice gave the coup de grâce to the suggestion of divisibility in the following language :

"To dispose of this suggestion it is only necessary to point out the fallacy of the premises upon which it must rest since that premise virtually is that the previous selection was of a line formed by the Sixaola-Tarire Rivers instead of the counterfort or range of mountains, ... It is true, as is suggested, that it was said that the line thus made bounded on the north the valley of the Sixaola and Tarire, but this declaration did not convert the mountain boundary into a river one. In fact such a view of the ... award could only be taken as the result of wholly impermissible surmises and conjectures." <10>

* * *

In conclusion, these cases only reconfirm the view of the Republic of Guinea-Bissau as to the indivisibility of the Arbitral Award of 31 July 1989 as well as the indivisibility of its subject-matter.